

Richard Wolff : La guerre en Iran fait vaciller l'empire américain, le pétrodollar est mort

L'économiste Prof. Richard Wolff affirme que la mort du pétrodollar est arrivée alors que la guerre en Iran enfonce davantage l'empire américain dans une dépression mondiale. Il rejoint l'émission pour analyser les derniers développements économiques issus de cette crise historique en géopolitique. Suivez Richard Wolff : <https://www.youtube.com/@democracyatwrk/featured> <https://www.democracyatwork.info/> SUIVEZ-MOI SUR RUMBLE : <https://rumble.com/c/DannyHaiphong> SUIVEZ-MOI SUR TELEGRAM : <https://t.me/dannyhaiphong> SOUTENEZ LA CHAÎNE SUR PATREON : <https://www.patreon.com/dannyhaiphong> Soutenez la chaîne d'autres manières : <https://www.buymeacoffee.com/dannyhaiphong> Substack : chroniclesofhaiphong.substack.com Cashapp : \$Dhaiphong Venmo : @dannyH2020 Paypal : <https://paypal.me/spiritofho> Suivez-moi sur Telegram : <https://t.me/dannyhaiphong> #iran #trump #dollar #petrodollar #recession

#Danny

Bienvenue à tous. Ravi de vous retrouver dans l'émission. C'est votre hôte, Danny Haiphong, et je suis accompagné d'un bon ami de l'émission, le professeur et économiste Richard Wolff, de Democracy at Work. Professeur Wolff, heureux de vous revoir.

#Richard Wolff

Ravi d'être là, Danny. C'est bien de pouvoir te parler dans une situation qui évolue vraiment très vite.

#Danny

Oui. Oui, tout à fait. Et je voulais vraiment avoir votre avis sur l'impact économique de la guerre contre l'Iran. Alors, tout le monde, n'oubliez pas d'aimer la vidéo en arrivant, ça aide à faire connaître l'émission. Et je voulais commencer, professeur Wolff, par la situation de l'économie américaine et de l'économie mondiale dans son ensemble, compte tenu du contexte actuel. Des faits assez frappants sont sortis, même au cours des dernières vingt-quatre heures. D'après Al Jazeera, le PDG d'Aramco, la grande compagnie pétrolière saoudienne, affirme que le monde s'est passé d'un milliard de barils de pétrole au cours des deux derniers mois, à cause de la guerre contre l'Iran et, bien sûr, de l'impact sur le détroit d'Ormuz, désormais largement sous le contrôle de l'Iran.

On voit aussi que les stocks mondiaux de pétrole chutent à un rythme record. Beaucoup parlent du fait que les États-Unis puisent dans leurs réserves stratégiques, et qu'ils pourraient bien les épuiser d'

ici le mois de juillet. Les conséquences économiques se font déjà sentir sur les prix. En Allemagne, on rapporte que la hausse du prix du kérosène a provoqué des perturbations touchant vingt millions de passagers. Je voulais juste faire écouter ceci très rapidement avant d'avoir votre réaction, professeur Wolff. Donald Trump, lui, ne semble pas inquiet de la situation économique. Voici ce qu'il a déclaré récemment à la Maison-Blanche à propos des prix du pétrole.

#Donald Trump

Parce qu'on ne peut pas laisser ces gens avoir une arme nucléaire. Ils s'en serviraient. On ne peut pas. Je pensais aussi que le prix du pétrole monterait à deux cents, deux cent cinquante, peut-être trois cents. Je sais que ce serait temporaire, mais je pensais vraiment que ça grimperait. J'ai regardé aujourd'hui, c'est autour de cent deux. Et franchement, c'est un tout petit prix à payer pour se débarrasser d'une arme nucléaire détenue par des gens complètement déséquilibrés.

#Danny

Un petit prix à payer, professeur Wolff... mais ce prix semble nous mener vers une récession économique mondiale, avec une forte hausse des prix du pétrole. Quel est l'impact économique réel de la guerre en Iran, et comment faut-il le comprendre ? Comment devrions-nous interpréter ce qui se passe ?

#Richard Wolff

Eh bien, excusez-moi, mais l'impact de la guerre en Iran ne commence que lentement à se révéler. Je ne cherche pas à éviter votre question. C'est une bonne question, et je vais essayer d'y répondre. Mais je dois, honnêtement, vous dire qu'on n'en est qu'au tout début de ce processus. Je parlerai aussi dans un instant du pétrole et de tout ce qui va avec. Mais ce n'est pas seulement une question de pétrole. C'est une réorganisation radicale — et je souligne bien, radicale — de l'économie mondiale. Ça peut sembler concentré sur l'Iran et le Golfe, et c'est là que se déroule l'action immédiate. Mais les répercussions, elles, sont bien plus globales que pour n'importe quel autre événement comparable, en matière d'affrontement militaire local, avec des conséquences à cette échelle.

Et pour vous en donner un petit aperçu, si vous étudiez, par exemple, l'économie de la Chine, à l'autre bout du monde, et ce qu'elle fait en lien avec la fermeture du détroit d'Ormuz, vous êtes tout de suite confronté aux répercussions mondiales. En deux mille dix-huit, quand les États-Unis, sous la première présidence de Trump, ont essentiellement dit à la Chine qu'elle ne pouvait plus acheter ni recevoir de semi-conducteurs américains de certains types, la réaction en Chine a été, entre autres, d'en tirer une conclusion très importante : si les États-Unis peuvent faire ça avec les semi-conducteurs, qu'est-ce qui les empêcherait de le faire avec... n'importe quoi ? Les matières premières, les denrées alimentaires, les produits manufacturés. La réponse, c'est : rien.

La Chine a commencé à faire quelque chose à une échelle que personne d'autre n'avait jamais tentée, et beaucoup de gens qui étaient au courant trouvaient ça complètement étrange. Avançons jusqu'à aujourd'hui. La Chine dispose maintenant des plus grandes réserves de pétrole au monde. Elle a aussi les plus grandes réserves d'électricité, et les plus grandes réserves d'engrais. Autrement dit, elle est mieux placée que quiconque pour faire face à ce qui se passe dans le détroit d'Ormuz. Je sais, et je suppose que vous le savez aussi, que des gouvernements aussi différents que ceux des Philippines, du Japon, de la Corée du Sud ou de l'Inde ont demandé à la Chine de puiser dans ses réserves pour les aider à traverser cette période. Je ne connais pas les détails de ce que les Chinois leur ont répondu, mais en gros, ils ont dit : ces réserves sont là pour nous. Nous n'avons pas stocké pour les autres pays. Et à ce stade, on ne peut pas vraiment y toucher.

C'est en tout cas ce que j'ai entendu jusqu'à présent. Bon. Tout le monde est en train de s'adapter à cette situation. Il y a une blague qui dit que, depuis quarante ans, le secret dans l'industrie, c'était ce qu'on appelait la production « juste à temps ». Autrement dit, se débarrasser des stocks. Organiser la production informatisée de façon à... enfin, je vais vous donner un exemple. J'écris des livres, donc je suis en contact avec mon éditeur. Avant, mon éditeur imprimait les livres et les gardait en stock dans un entrepôt. Il ne fait plus ça. Les livres ne sont produits physiquement que lorsqu'une commande arrive. Il n'y a plus de stock. Plus de gestion d'inventaire. Il n'a plus besoin d'emprunter de l'argent pour financer un stock. Voilà, c'était ça l'idée. C'est comme ça qu'on augmentait les profits. Mais tout ça, c'est fini. Le mot d'ordre aujourd'hui, ce n'est plus « juste à temps », c'est devenu « au cas où ».

Il faut avoir des stocks. Il faut constituer des réserves, ce qui veut dire qu'il faut construire des entrepôts. Et ça implique aussi de réorganiser les chaînes d'approvisionnement pour pouvoir stocker. Et l'endroit où l'on stocke n'est pas forcément celui où l'on produit. Ça dépend de calculs de rentabilité et du risque d'interruptions. Et puis, il y a les choses plus évidentes : si on ne peut plus utiliser le transport maritime, on va voir se développer les chemins de fer, les canaux intérieurs, le transport routier, les oléoducs. Tout ça est en train d'être repensé et redessiné. Mon point, c'est que toute l'économie mondiale est en train de changer. Elle ne reviendra pas à ce qu'elle était avant. Pas seulement parce que l'Iran, d'après tout ce qu'on voit aujourd'hui, aura durablement le pouvoir de contrôler le détroit d'Ormuz et de fixer, qui sait à quel niveau, les tarifs pour les passages, les pétroliers, et tout ce qui transite par là.

Mais qu'en est-il des Houthis en mer Rouge ? Et de l'Indonésie, dans le détroit de Malacca ? Et des évolutions à long terme à Panama, à Suez ? Ça ne s'arrête jamais, et tout le monde reste en alerte, en se demandant comment tout ça peut tourner, et ce qui va vous arriver si vous n'êtes pas en mesure de faire face. Vous savez, les États-Unis, grâce au fracking, sont plutôt bien placés pour obtenir du pétrole et du gaz, au moins encore pendant quelque temps. Mais après ? C'est une vraie question, parce qu'on parle d'un gouvernement qui a freiné le solaire, freiné l'éolien, freiné les énergies alternatives, en misant tout son argent, tout son pari, sur les combustibles fossiles. C'est extrêmement dangereux, surtout en ce moment.

Et avec la détérioration des relations avec le Canada, qui pousse le Canada à réserver son énergie à d'autres marchés, il ne reviendra pas forcément vers les États-Unis, pour toutes les raisons évidentes liées au manque de fiabilité. Je veux aussi insister sur un point, parce que je pense que beaucoup se trompent : ce que vous voyez chez M. Trump est clairement extrême, même selon les standards américains. Sans aucun doute. Comme le dit John Mearsheimer — et je sais que vous le connaissez —, M. Trump, il le décrit comme une véritable boule de démolition à lui tout seul. Je comprends ça. Je vois ce qu'il veut dire. Je saisis l'idée. Mais M. Trump reste président parce que le monde des affaires, ou si vous préférez, la classe dirigeante aux États-Unis, n'est pas mécontente de lui. Il leur a offert les baisses d'impôts qu'ils voulaient. Il leur a offert la déréglementation de leurs entreprises qu'ils souhaitaient.

Il a été très actif à l'international pour leur apporter du soutien. Donc, ils n'ont pas vraiment de raisons de se plaindre. Les dix pour cent les plus riches des Américains, et c'est bien d'eux qu'on parle, possèdent aussi quatre-vingts pour cent des actions en bourse. Quand la bourse monte, ils sont contents, et M. Trump leur rend service. Pourquoi je vous dis ça ? Parce que l'idée que les États-Unis vont, d'une manière ou d'une autre, se remettre de tout ce qui est « trumpien » dans la prochaine phase... non, je n'y crois pas. Je ne le vois pas si lui reste au pouvoir. Je ne le vois pas si un autre républicain arrive. Et je ne le vois pas non plus si ce sont les démocrates. Sauf si c'est l'aile gauche qui prend le dessus. Là, ce serait différent. Si Bernie Sanders, ou cette partie du Parti démocrate, arrivait au pouvoir, alors là, les choses pourraient un peu changer.

Mais à part ça, et ce n'est pas ce qu'on voit venir, on va se retrouver dans une sorte de bouleversement du monde mené par les États-Unis. Dernier point : les États-Unis ne contrôlent plus la situation. Vous voyez, avant, c'était différent. Le monde pouvait raisonner clairement. Même si les États-Unis intervenaient, on savait à peu près pourquoi ils le faisaient, on savait comment ils allaient le faire. On savait qui étaient leurs amis, qui étaient leurs ennemis. On pouvait composer avec ça. Quand je rencontre des économistes chinois, ce qui m'arrive de temps en temps, je suis toujours frappé par le fait qu'ils me rappellent, comme ils se le rappellent à eux-mêmes, que l'extraordinaire réussite du développement économique chinois, au cours des trente ou quarante dernières années, s'est faite avec le dollar comme monnaie mondiale, et avec la domination militaire des États-Unis.

Ils s'en sont vraiment bien sortis. Et ils ont, si vous voulez, cet instinct conservateur : ne touchez pas à quelque chose qui a déjà très bien marché. Et ils ont raison. Parce que ce qu'on voit maintenant, c'est différent. Les États-Unis, et c'est bien ce que montre la guerre en Iran, ne peuvent plus contrôler ce qui se passe. En réalité, ils ne le pouvaient déjà pas avant, mais les gens pensaient que oui. Et beaucoup d'hypothèses ont fini par rendre cette illusion presque crédible. C'était du bluff, mais un bluff qui fonctionnait, parce que personne ne l'avait remis en cause. L'Iran, lui, l'a fait. Et maintenant ? Maintenant, c'est l'incertitude. Et comme beaucoup d'entreprises vous le diront, c'est leur pire ennemi.

S'ils savent à quel point ça va être difficile, ils peuvent s'y préparer, aller travailler et essayer de contourner le problème. Vous voyez un exemple qui est parlant ? Les sanctions. Les États-Unis sont

les premiers au monde à en utiliser. Le problème, c'est qu'on peut les contourner. Les Russes, les Nord-Coréens, les Cubains, tous ceux qui ont le plus souffert des sanctions américaines, et maintenant l'Iran aussi, ont appris à s'en accommoder. Donc ils peuvent vivre avec. C'est coûteux, c'est perturbant, ils n'en veulent pas, mais c'est gérable. Avec le deuxième mandat de M. Trump, les choses ont commencé à partir en vrille. M. Trump a imposé des droits de douane ; maintenant, il ne peut plus le faire.

Sa propre Cour suprême ne le laisse pas appliquer les tarifs qu'il voudrait. Il doit donc trouver autre chose. Les sanctions n'ont pas fonctionné. Les aventures militaires en Ukraine et en Iran non plus. La technologie de la guerre est en train de se retourner contre les États-Unis. Le pays s'est engagé financièrement, à travers ses banques et son complexe militaro-industriel, dans une vision de la guerre fondée sur le contrôle du ciel. Il faut des missiles, des avions, des bombes. Le problème, c'est que, comme pour tous les empires avant lui, ceux contre qui on se bat et qu'on cherche à dominer finissent toujours par trouver des moyens de contourner cette puissance. On voit aujourd'hui des drones à quinze mille dollars détruire des porte-avions à dix milliards.

Les États-Unis ont investi dans quelque chose... C'est un peu comme si les États-Unis avaient mis leur argent dans des calèches. Plus personne n'utilise ça aujourd'hui. Et vous n'avez pas construit assez de ce que tout le monde ailleurs est en train d'apprendre à faire. Il va falloir rattraper ce retard. Et ça vous place dans une situation complètement nouvelle, très différente. Ça fait partie du problème. Toutes ces choses émergent de cette guerre. Oui, elles étaient déjà en cours avant, mais la guerre, au minimum, a accéléré tout ça. Et rien que le rythme, ça change tout. Donc je veux insister là-dessus : oui, le problème du pétrole est terrible. L'essence, ici aux États-Unis — je vous parle depuis New York — coûte un tiers de plus qu'avant. Et les prix de la nourriture commencent à grimper aussi.

Les compagnies aériennes ont toutes baissé leurs tarifs de cent, deux cents, parfois trois cents dollars sur chaque billet d'avion, partout aux États-Unis. Donc oui, ça fait déjà mal. Et c'est important, parce que le capitalisme, ici comme ailleurs dans le monde, est un système très instable. En moyenne, tous les quatre à sept ans, il y a une récession. Pour donner un exemple, ici aux États-Unis, on en a eu une en deux mille, la fameuse crise des dot-com. Sept ans plus tard, une autre, la crise des subprimes, ou la grande récession de deux mille huit et deux mille neuf. Et puis encore, un peu plus de huit ans après, la pandémie, la crise du COVID dix-neuf. Eh bien, ça fait maintenant six ou sept ans. On arrive à nouveau à ce moment-là. Et on voit déjà les signes. Le chômage commence à remonter.

Les embauches sont en baisse. Nous avons donc la perspective d'un déclin économique, aggravé par l'inflation qui réduit le pouvoir d'achat de notre classe ouvrière. Et cette classe ouvrière est déjà amère, en colère, et divisée politiquement, parce qu'elle a dû faire face, avec très peu d'aide, à trente années de désindustrialisation, pendant que la production américaine partait en Asie et ailleurs dans le monde. Nous avons donc une économie intérieure très fragilisée. Elle ne peut pas encaisser un nouveau choc. Si nous n'étions pas à ce moment si difficile du cycle, si la classe

ouvrière n'avait pas été autant touchée... Vous savez, si j'avais le temps, j'expliquerais que l'industrie manufacturière, c'était là que nos syndicats étaient forts. Quand cette industrie est délocalisée, nos syndicats deviennent faibles.

Ça veut dire qu'ils ne peuvent plus influencer la politique intérieure. Autrement dit, on peut retirer le soutien de l'État à la classe ouvrière. Et ça, c'est parce que nos syndicats sont faibles. Ils sont faibles parce qu'on a délocalisé la production, là où les syndicats étaient forts. Il faut relier tout ça et comprendre le vrai danger. Si je peux me permettre une métaphore un peu bancale, ce n'est peut-être qu'une paille, mais c'est celle qui a brisé le dos du chameau, parce que c'était une paille de trop. Les États-Unis sont un empire en déclin. La seule formule qui résume vraiment la situation, c'est celle-là. Et un empire en déclin ne supporte pas les chocs à répétition. Il n'en est plus capable. Ce qu'il fait en réaction, on appelle ça la surexpansion. Et c'est ce qui a été le fléau de tous les empires, depuis la Grèce et Rome antiques jusqu'à aujourd'hui.

#Danny

Excellente synthèse, professeur Wolff. Vous savez, je reviens justement de Chine, et je dois dire que les prix n'ont pratiquement pas augmenté depuis ma dernière visite. Et ça illustre parfaitement ce que vous disiez, sur les pays qui s'étaient préparés à cette situation, et ceux qui, disons, improvisent complètement. Et professeur Wolff, j'aimerais avoir votre avis sur la façon dont tout cela impacte le fameux pétrodollar. Parce que même CNBC et d'autres médias grand public parlent du fait que les États-Unis, en ce moment, avancent comme des somnambules vers une récession, à cause du choc dont vous venez de parler — celui du pétrole, entre autres.

Mais bien sûr, il y a des effets en cascade partout dans l'économie. Alors peut-être que vous pouvez nous dire comment tout ça impacte le fameux pétrodollar. Certains affirment que les compagnies pétrolières et les entreprises de gaz naturel liquéfié aux États-Unis en profitent énormément, que cela renforce même le pétrodollar. D'autres, au contraire, disent que cette guerre a profondément bouleversé l'ordre mondial, au point qu'on pourrait se diriger vers un avenir où le pétrodollar ne serait plus dominant dans les affaires internationales. Quelle est votre analyse là-dessus ?

#Richard Wolff

Je pense que le système du pétrodollar, en tout cas celui qu'on connaît depuis les années soixante-dix, fondé sur un accord entre les États-Unis et l'Arabie saoudite, c'est fini. Ou, au minimum, il va être réorganisé, redirigé. Et voici quelques aspects de la façon dont ça va se passer. Une partie de cet accord pétrolier était très simple. Les États-Unis avaient compris, dès les années soixante-dix, la position extraordinaire de leur économie à la sortie de la Seconde Guerre mondiale. Et je veux juste rappeler à tout le monde, pour qu'on parle bien de la même chose : à la fin de l'année quarante-cinq, toutes les grandes puissances économiques du monde, à l'exception des États-Unis, étaient détruites. D'une certaine manière, les deux guerres mondiales — la première et la seconde — et souvenez-vous, elles se sont déroulées à très peu d'années d'intervalle...

En quelques années à peine... mille neuf cent dix-huit, c'est la fin de la Première Guerre mondiale. Mille neuf cent trente-neuf, ou peut-être mille neuf cent quarante, c'est le début de la Seconde. Donc, les deux guerres mondiales, prises ensemble, ont représenté, à un certain niveau, le sommet du développement économique du monde capitaliste occidental. C'était le moment où la technologie était la plus avancée, le commerce le plus développé, la production la plus intense. Et, comme si nous étions des étudiants dans un cours sur Hegel, les contradictions au cœur de sa pensée atteignaient elles aussi leur point culminant. Autrement dit, les plus grandes réussites de cette phase de l'histoire humaine — le capitalisme d'Europe occidentale — ont fini par se détruire elles-mêmes. La plus haute création a été aussi la plus grande destruction. Et quand la guerre s'est terminée... la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la Russie, la Chine... tous étaient dévastés. Les deux océans, eux, ont sauvé les États-Unis.

Le fait que la technologie militaire n'ait pas encore trouvé comment traverser ces océans de manière efficace nous a sauvés. Du coup, les États-Unis se retrouvent dans un moment historique absolument unique. Tout le monde aurait dû comprendre que c'était très étrange, très atypique, et surtout très temporaire. Ça ne pouvait pas durer. Pourquoi ? Parce qu'on peut détruire les usines, les chemins de fer, les ports, et tuer des dizaines de millions de personnes — ce que les Première et Seconde Guerres mondiales ont fait. Mais les gens qui survivent, eux, n'oublient pas ce qu'ils ont appris à l'école. Et une fois les bombardements terminés, une fois la guerre finie, ils peuvent se remettre au travail pour reconstruire, à condition qu'on leur en donne les moyens. Et c'est exactement ce que l'Allemagne, le Japon, la France, l'Angleterre, l'Italie, la Russie et la Chine ont entrepris de faire après la Seconde Guerre mondiale.

Mais pendant les trente premières années, de mille neuf cent quarante-cinq à mille neuf cent soixante-quinze, les États-Unis ont littéralement dominé le monde. Ils avaient la position dominante en matière d'armes atomiques. Ils dominaient la production économique, le commerce mondial. Le dollar est devenu, du jour au lendemain, la monnaie internationale, remplaçant la livre britannique. En clair, on était les maîtres du jeu. Et cela a fait naître, aux États-Unis, une forme particulière d'auto-illusion. On a déjà vu ça ailleurs, bien sûr. Je ne veux pas dire que c'était unique au point que personne d'autre ne l'ait jamais fait, mais c'était quand même singulier dans l'histoire d'un pays. Soudain, on s'est mis à croire, bien plus qu'avant, que les États-Unis étaient le pays choisi par Dieu lui-même. L'exceptionnalisme américain. Des milliers de livres et d'articles ont été écrits dans les années quarante, cinquante, soixante et soixante-dix sur la démocratie américaine comme modèle pour le monde.

Tout ce qu'on fait ici, c'est comme ça que ça devrait se faire partout ailleurs. C'est une forme d'auto-illusion, un comportement qu'il faut presque de la psychologie pour comprendre, tellement ça dit quelque chose de la personnalité américaine. Mais voilà le problème. Dans les années soixante-dix, c'était déjà fini. C'était une période formidable, mais elle n'a pas duré très longtemps. À cette époque-là, les Américains n'achetaient plus des Ford ou des General Motors. Ils achetaient des Volkswagen, puis des Toyota et des Datsun, tu te souviens ? Et le monde s'est rendu compte que les Japonais et

les Européens s'étaient mis au travail, pas juste pour peaufiner des petits détails sur l'automobile — qui était alors la première industrie du pays, et de loin. Non, ils ont construit une meilleure voiture, à un prix plus bas. Et voilà.

Ils ont fait ce que le capitalisme pousse les producteurs à faire. Et ils le faisaient. Les Américains ont compris que leurs beaux jours étaient terminés. Et ça a entraîné plusieurs conséquences. Je n'ai pas le temps de tout détailler, mais deux d'entre elles sont essentielles : d'abord, le pétrodollar, ensuite, l'exode de l'industrie manufacturière américaine. Comment rivaliser avec les Japonais et les Allemands ? Si on ne peut pas les battre, autant les rejoindre. Et c'est exactement ce que les capitalistes américains ont fait. Pour survivre dans un monde nouveau, où les États-Unis n'étaient plus aussi dominants qu'avant, il fallait de la main-d'œuvre bon marché, des salaires bas, et des gouvernements prêts à tout pour faciliter les investissements et la rentabilité. La Chine l'a fait, l'Inde l'a fait, le Brésil aussi, et d'autres encore. Alors, les Américains sont partis.

Personne ne les a forcés, personne ne leur a mis un pistolet sur la tempe. Mais ils ont compris que, pour rester compétitifs, ils devaient se mondialiser. Et en se mondialisant, ils ont créé ces longues chaînes d'approvisionnement dont on se plaint tant aujourd'hui. C'est exactement ce qu'ils ont fait. Parce que si vous produisez en Chine mais que vous vendez aux États-Unis, vous devez maintenant polluer tout l'océan, ce qui n'était pas nécessaire avant. Il fallait donc une économie mondialisée pour gérer tout ça. Et ça voulait dire qu'il fallait aussi une monnaie uniforme. Alors, comment obtenir soudainement une monnaie vraiment universelle, que tout le monde veut ? La réponse qu'ils ont trouvée, très intelligente d'ailleurs, c'était de lier le dollar au pétrole, cette source d'énergie qui, à l'époque, apparaissait comme l'avenir évident du système productif mondial.

Et comme l'Arabie saoudite était disposée à coopérer, vous avez conclu un accord. Vous, les Saoudiens, êtes les grands producteurs de pétrole. Vous allez exiger que tout le monde paie en dollars. Vous allez faire en sorte que tous les autres, y compris ces petits pays que le colonialisme britannique avait créés autour de l'Arabie saoudite, fassent leurs transactions pétrolières en dollars. Tout le monde, donc, doit avoir des dollars. Tout le monde doit en détenir dans ses banques, dans ses réserves, pour que ce système mondial du pétrole fonctionne. C'était parfait. Et vous avez ainsi résolu le problème qui devenait urgent : non seulement une énorme quantité de dollars allait sortir des États-Unis pour payer nos importations, sans que nous ayons besoin de produire quoi que ce soit en échange.

Vous savez, c'est une chose d'acheter une bouteille de vin français et de devoir donner, en échange, quelque chose que vous avez produit ici, aux États-Unis, avec votre temps, votre énergie, votre travail. Mais on n'a plus eu besoin de faire ça à partir du moment où on a conclu cet accord selon lequel le pétrole serait vendu en dollars. On pouvait dire au viticulteur français : envoie-nous ton vin. Nous, on va t'envoyer de petits bouts de papier verts, marqués un dollar ou cent dollars, qui ne coûtent rien à produire. C'est juste du papier. Et eux, ils les prenaient, puis allaient à leur banque centrale, qui leur donnait leur monnaie locale : des francs français, ou, après l'euro, des euros.

Alors, le Français est content : il a sa monnaie locale, il peut produire son vin, tout va pour le mieux. Mais encore mieux — et ils n'avaient pas tout compris à l'époque, quand ils ont fait ça. Sinon, si vous pensez que tout ce que je vous raconte avait été prévu, non, non, ils ont avancé à tâtons. Alors, question : que feraient tous les producteurs de pétrole, quand il ne s'agissait plus seulement de l'Arabie saoudite, mais aussi du Qatar, des Émirats arabes, de Bahreïn et de tous les autres ? Qu'est-ce qu'ils feraient de tout ce pétrole ? Même en prélevant une part énorme pour vivre comme des rois — ce que beaucoup font d'ailleurs —, ça faisait quand même beaucoup trop d'argent. Pas de problème. Les Américains allaient créer un service spécial : vous pouvez placer ces dollars dans les bons du Trésor américain, et ça vous rapportera des intérêts.

Vous allez gagner de l'argent sur l'argent que vous recevrez, si on fixe tous les prix en dollars. On vous laissera même investir sur notre marché boursier. Pourquoi c'est important ? Parce que ça a fait grimper la Bourse pour les Américains les plus riches. Et ça a envoyé un message au gouvernement américain — et si vous comprenez ça, vous comprenez ce qu'on appelle la haute finance, qui n'a rien de "haut" en réalité — vous comprendrez que le gouvernement américain pouvait désormais emprunter à tous ces pays producteurs de pétrole. Ils nagent dans les dollars. Ces dollars ne leur rapportent rien. Mais s'ils les prêtent aux États-Unis, ils reçoivent une reconnaissance de dette, un bon du Trésor américain, qui leur verse des intérêts tant qu'ils conservent ce dollar. Il existe un marché mondial des bons du Trésor américains.

On peut les échanger contre de l'argent réel, tu sais, à tout moment, tous les jours. Donc c'est comme de l'argent, littéralement, sauf que ça rapporte des intérêts, ce que l'argent liquide ne fait pas. Alors, qu'est-ce que le gouvernement américain pouvait faire avec ce groupe de gens qui lui prêtaient de l'argent ? Il pouvait faire la guerre. À partir des années soixante-dix, par exemple, une guerre très coûteuse, le Vietnam. Une guerre sur laquelle les États-Unis ont dépensé une fortune... et qu'ils ont perdue. Souviens-toi, l'ennemi, c'était le Parti communiste du Nord-Vietnam. Et qui dirige le Vietnam aujourd'hui ? Le Parti communiste du Nord-Vietnam. C'est un indice qu'on avait déjà perdu dès le premier jour. Et si les Américains avaient dû taxer leur propre population pour financer cette guerre, l'opposition l'aurait arrêtée bien avant... mais ils ne l'ont pas fait.

Grâce au système du pétrodollar, ils pouvaient emprunter l'argent des consommateurs de pétrole du monde entier. Ces derniers envoyaient leurs dollars vers le Golfe, qui les prêtaient ensuite à Washington, ce qui nous permettait d'emprunter à notre tour. Et tout ça a permis d'éviter une opposition intérieure à la guerre. Vous voyez, tout s'est parfaitement enchaîné. Ce mécanisme a permis à l'empire américain, même après le retour de ses véritables concurrents dans l'économie mondiale, de prolonger sa domination d'encore trente ans dans ce siècle. Mais maintenant, où va-t-on à partir de là ? On ne peut plus. On ne peut plus. Tous les accords conclus au cours des soixante-dix dernières années sont en train de se défaire, sous nos yeux. Et que vont faire les pays du Golfe ? Il faut rappeler qu'une partie de l'accord du pétrodollar, c'était que les États-Unis les protègent. Pour que tout cela fonctionne, les Américains ont installé des bases militaires au Qatar, en Arabie saoudite, à Bahreïn... dans tous ces endroits-là.

Personne ne pouvait toucher à ce merveilleux système du pétrodollar. Mais maintenant, ils ont découvert — et je parle des six dernières semaines — qu'une base militaire américaine n'est pas une source de protection. Au contraire, ça fait de vous une cible. Les Iraniens ont montré qu'ils pouvaient vous balayer d'un coup. Alors, comment tout ça va évoluer ? Vous m'avez demandé de dire où ça mène. Eh bien, je ne peux pas le prédire, mais je peux vous donner matière à réflexion. L'Iran ne peut plus être exclu. La seule façon de l'exclure, c'est dans le monde imaginaire de Monsieur Trump. Parce que, si vraiment on pouvait, comme il le dit, les bombarder jusqu'à l'âge de pierre... eh bien, on ne peut pas. Vraiment, on ne peut pas. Donc maintenant, le pétrole va rester pris en otage, indéfiniment. Et je ne parle pas seulement du détroit d'Ormuz. Je parle aussi de l'extraction même du pétrole. Là où ils sont, ils sont vulnérables.

Le Qatar a annoncé qu'après les dernières frappes de missiles venues d'Iran, il avait perdu entre un tiers et la moitié de sa capacité de production de gaz naturel. D'après ce que m'expliquent les ingénieurs, il faudra au minimum cinq ans pour la remplacer, peut-être même dix. Donc tout doit être recalculé. Des lignes de chemin de fer sont en construction partout en Asie pour éviter de passer par la mer. Ce sont des changements d'époque, de véritables bouleversements. Pour conclure, je dirais que toutes les entreprises engagées dans le commerce international — et aujourd'hui, ça concerne la plupart des grandes entreprises du monde — ainsi que tous les pays, sont en train de revoir leurs calculs : où investir, où ne pas investir, où se développer, et où se retirer.

Nous ne faisons qu'en commencer à observer les effets, et à voir comment toutes ces relations vont devenir très différentes, à l'avenir, de ce qu'elles étaient par le passé. Et, pour que ce soit bien clair, toutes les grandes questions dont on a débattu, disons, au cours des cinquante dernières années, vont maintenant être repensées à la lumière des nouvelles configurations du monde. Prenons un exemple : comment faire face à ce genre de choc. Et d'ailleurs, nous apprenons à gérer les chocs. La pandémie a été un choc. L'effondrement des prêts hypothécaires à risque, aux États-Unis, en deux mille huit et deux mille neuf, a été un choc. Et maintenant, l'interruption dans le détroit d'Ormuz, c'est un choc aussi. Voilà.

Les chocs posent aujourd'hui d'énormes problèmes. Et se préparer aux chocs futurs, c'est encore un autre défi, alors même qu'on attend de voir quel sera le prochain. Voici un petit indice : la meilleure façon de faire face à un choc, c'est de pouvoir mobiliser toutes les ressources d'une société pour y répondre. Ce qu'il faut éviter, c'est une société coupée en deux, où une moitié avance au rythme de sa propre musique. De quoi je parle ? Je parle du soi-disant débat entre capitalisme et socialisme. Pour ceux qui pensent que le capitalisme, c'est l'entreprise privée, et que le socialisme, c'est l'entreprise publique ou étatique — et beaucoup de gens le pensent encore.

Eh bien, voici un petit conseil. Quand on est confronté à un choc socio-économique, il faut pouvoir mobiliser à la fois les ressources privées et les ressources publiques. Mais si on vit dans une société capitaliste occidentale classique, où l'économie est surtout privée et où l'État a très peu de moyens d'intervention, on se met des bâtons dans les roues. On se complique la tâche. Le gouvernement doit supplier, manœuvrer, se justifier. Regardez M. Trump : il intervient, il le faut bien, avec les droits de

douane, avec les investissements dans les entreprises, ce qu'il fait d'ailleurs. Mais il le fait de manière très rudimentaire. La plupart des entreprises restent privées.

Ça veut dire que de petits groupes de personnes privées essaient de se sauver, de faire du profit pour leur entreprise, pour leur secteur. Mais ça, ce n'est pas notre problème — leur entreprise, leur secteur. Notre problème, lui, est mondial. Et vous savez ce que ça veut dire ? Ça veut dire qu'un pays comme la Chine est dans une bien meilleure position. D'abord, leur système est mixte, à moitié privé, à moitié public. Mais plus important encore, tout est contrôlé d'en haut par un gouvernement. Et pour donner encore plus de cohérence à l'ensemble, il y a un Parti communiste au-dessus du gouvernement. C'est un appareil capable de tout mobiliser, qui sait comment faire, formé pour réguler et contrôler le privé d'une certaine manière et le public d'une autre.

C'est pour ça que, cette année, les États-Unis ont fièrement annoncé la semaine dernière que leur PIB augmentait de deux pour cent par an. Et les Chinois, eux, cette année, ils le font croître de cinq pour cent. Voilà, c'est là, Jack. Si tu ne t'occupes pas de ça, alors tu ne gères pas la situation. Tu ne gères pas le choc. Tu ne gères pas le détroit d'Ormuz. Tu ne gères pas la Chine comme concurrent. Tu ne gères rien. Et ça rend les Américains fous, les dirigeants aussi. C'est pour ça qu'ils réagissent de manière saccadée, provocatrice, en faisant des choses qu'ils finiront par regretter. Je veux vraiment insister sur le fait que tout ce qu'ils essaient de faire ne fonctionne pas. Ils voulaient que la Chine devienne le grand concurrent. Trop tard. On ne peut plus l'arrêter. Quoi que tu fasses, c'est impossible. Et ils rattrapent leur retard. Ils te dépasseront d'ici la fin de la décennie. Et tu n'as rien fait pour l'empêcher.

Et vous ne pouvez même pas mener la guerre en Iran. Et vous ne pouvez pas vraiment la mener en Ukraine non plus. Regardez-vous. Regardez-vous. Mais eux, ils ne peuvent pas. C'est ça, la tragédie. Ils ne peuvent pas l'admettre. Personne ne parle d'un empire en déclin. C'est un sujet tabou. Ils ne veulent tout simplement pas le voir. Pendant ce temps, tous les trois jours — juste pour faire un peu de théâtre, Danny — tous les trois jours, l'armée américaine envoie un missile et détruit un petit bateau quelque part dans les Caraïbes, ou dans le Pacifique occidental, oriental, peu importe... juste pour montrer à l'Amérique latine qu'on n'a pas besoin de respecter le droit de la mer. Qu'on n'a pas besoin d'embarquer sur des navires qui pourraient transporter de la drogue pour vérifier. Qu'on n'a pas besoin d'arrêter qui que ce soit. On peut simplement arriver là-bas et les tuer. Je le rappelle souvent à mes amis européens quand ils me posent la question : aux États-Unis, on arrête des gens pour trafic de drogue tout le temps. C'est un vrai problème chez nous, et on les arrête.

Et quand on le fait, ils ont droit à un avocat, à un juge, à un jury. Ils peuvent affronter leurs accusateurs, présenter des preuves. S'ils font tout cela, et qu'un jury composé de leurs pairs les déclare coupables, ils sont condamnés à des peines de prison. Le trafic de drogue, aux États-Unis, n'est pas un crime passible de la peine de mort. On ne tue pas les gens pour ça. Quelle justification pourrait-il y avoir pour ce que le gouvernement des États-Unis fait depuis, si je ne me trompe pas, six ou sept mois ? Tuer des gens dans ces exécutions extrajudiciaires. C'est un petit événement, bien sûr, sauf pour les familles concernées. Un petit événement, mais tellement étrange qu'il en dit long.

Ce sont des gens désespérés qui essaient, sinon en réalité, du moins symboliquement, de s'accrocher à un empire qui leur échappe un peu plus chaque jour.

#Danny

Eh bien, ce déni est incroyable, professeur Wolf, vraiment, ce dont vous parlez. Et je voulais juste préciser... c'était le deux mai... une vidéo d'une heure entière de Trump, publiée sur le compte X de la Maison-Blanche, où il ne fait que répéter — je ne vais même pas la passer, c'est insupportable à entendre — mais oui, il répète "gagner" pendant une heure d'affilée. C'est... enfin, on voit bien à quel point le déni est flagrant. Et je voulais vous interroger aussi sur ce que je ressens comme une crise silencieuse, professeur Wolf, une crise qui n'a fait qu'empirer avec l'agression américaine contre l'Iran : la crise de la dette. Et les chiffres sont vraiment saisissants.

Ces derniers jours, on a vu des rapports indiquant que la dette liée aux prêts automobiles dépasse aujourd'hui, aux États-Unis, mille cinq cents à mille six cents milliards de dollars. C'est à peu près la même chose pour la dette des cartes de crédit. Et on sait déjà à quel niveau se trouve la dette étudiante... des chiffres très proches, très frappants. Et puis, bien sûr, il y a un autre type de dette, mais ça reste une dette : la dette publique américaine, l'ensemble de la dette du gouvernement, qui joue un rôle dans le choc économique de l'empire américain. Alors peut-être pouvez-vous nous aider à comprendre la fonction et les problèmes qui découlent de cette crise de la dette, en pleine expansion — voire déjà en train d'exploser — au cœur même de l'empire des États-Unis, et comment tout cela est influencé par ce nouvel ordre mondial, à la fois très profond et très vaste.

#Richard Wolff

Bon, pour faire simple, il y a trois types de dettes : la dette de l'État quand il emprunte, la dette des ménages — les consommateurs, les travailleurs — quand eux empruntent, et puis la dette des entreprises quand elles empruntent. Et tu as raison, elles sont toutes à des niveaux record, ou presque. Donc, tout le monde emprunte. Maintenant, voilà le problème. L'emprunt, c'est quelque chose de positif, enfin, ça peut l'être, si on le voit comme ça. Imagine, Danny, que toi, tu as de l'argent, mais que tu ne veux pas, ou que tu n'oses pas prendre de risques. Alors tu le gardes pour toi. Cet argent ne sert à personne. Tu le caches sous ton matelas, tu vois, tu le gardes pour les jours de pluie.

#Donald Trump

D'accord.

#Richard Wolff

Il existe un mécanisme qu'on appelle un prêt. C'est un principe juridique qu'une société doit reconnaître : vous avez le droit de sortir l'argent de sous votre matelas et de me le prêter. Et moi, je

m'engage à vous le rembourser dans un an, avec un petit supplément, un taux d'intérêt, pour vous remercier de m'avoir permis d'utiliser cet argent pendant un an. Et imaginons que j'utilise cet argent pour produire des biens et des services... eh bien, dans ce cas, l'argent qui dormait sous votre matelas devient productif. Et vous, vous n'avez rien perdu, parce qu'à la fin de l'année, soit vous seriez allé chercher cet argent sous votre matelas, soit c'est moi qui viens frapper à votre porte pour vous le rendre, avec les intérêts.

Et comment puis-je te verser des intérêts ? Parce que j'ai fait du profit avec ton argent. J'ai gagné dix pour cent. Je peux t'en donner cinq. Comme ça, je suis gagnant, tu es gagnant, et on a utilisé l'argent de façon productive. Si tu as des prêts comme ça, alors tu es malin. Tu utilises tes ressources de manière optimale. Mais voilà le problème. Tu peux emprunter de l'argent, si on t'y autorise — ce qu'on fait — et l'utiliser sans rien produire de plus du tout. Dans ce cas, tous les avantages dont je viens de parler disparaissent. En fait, tout ce qu'on obtient, c'est que, au lieu que tu sois content, Danny, avec ton argent sous le matelas, tu es maintenant Danny qui attend qu'on le rembourse. Et moi, quoi que j'aie fait pendant l'année, je dois te rembourser, avec les intérêts.

Et je n'ai pas produit les moyens de le faire. Donc, la seule façon de te rembourser ce que je t'ai pris, avec les intérêts, c'est de me priver moi-même de ces intérêts. Ton gain, ces cinq pour cent, c'est ma perte. Mais ça, on appelait ça autrefois un jeu à somme nulle. Ça ne fait pas avancer l'économie du tout. Ça crée une classe de créanciers et une classe de débiteurs. Et ça entraîne toutes sortes de problèmes qui en découlent. Voilà le vrai souci : la plupart des emprunts faits aux États-Unis ne sont pas productifs. Ce sont des emprunts de gens qui n'utilisent pas l'argent de manière productive. On l'autorise. C'est une partie du fonctionnement d'un système d'entreprise privée et libre. On permet aux entreprises de faire ça.

C'est un peu comme quand on laisse une entreprise dire : « Je quitte Cincinnati pour rouvrir à Shanghai. » Peu importe ce qui arrive aux habitants de Cincinnati, aux commerces, aux quartiers, aux écoles, à la base fiscale locale. Je n'ai aucune responsabilité. Je pars. Je suis une entreprise libre, et j'ai le droit de faire ce qui est bon pour mon profit, peu importe les dégâts que je cause autour de moi. Un système économique de ce genre ne peut fonctionner qu'au début, quand on gagne encore assez d'argent pour masquer les problèmes. Mais ce n'est plus notre cas aujourd'hui. Et maintenant, ça nous coûte très cher. Les entreprises empruntent, non pas pour augmenter leur production — pas du tout — mais, par exemple, pour racheter leurs propres actions au public.

Maintenant, vous avez une dette. Et le public, c'est qui au juste ? Les dix pour cent les plus riches, parce qu'ils détiennent quatre-vingts pour cent des actions. Donc, quand vous rachetez des actions, vous rendez les Américains les plus riches encore plus riches. Eux, ils sont contents. Ils se moquent bien que vous soyez endettés. Mais d'un point de vue social, ça ne sert à rien. C'est totalement inutile. Si les consommateurs ne sont pas assez payés pour couvrir leurs besoins — la nourriture, les vêtements, le logement, l'éducation de leurs enfants, les soins médicaux — et qu'ils empruntent avec

leur carte de crédit, ou d'une autre manière, eh bien, ils n'utilisent pas cet argent pour produire quoi que ce soit. Ils ne font que repousser le problème. Parce qu'on le sait tous, au bout d'un moment, la carte de crédit réclame des intérêts sur ce que vous avez dépensé.

Tu réduis ta propre situation juste pour que la société de carte de crédit fasse du profit. On tolère des choses que, dans les débuts du capitalisme, tout le monde préférait ignorer. C'est un peu comme, tu sais, jeter les restes de ton pique-nique dans l'étang du coin. Mais si tu continues à faire ça, au bout d'un moment, les poissons finissent par remonter à la surface. Tu as pollué... il faut en tirer la leçon. Tu ne peux pas continuer comme ça. Emprunter, surtout quand ça devient incontrôlable, et la façon dont tu utilises cet argent, c'est un comportement qui finit par se retourner contre toi. Et c'est exactement ce qu'on fait. Écoute, je voudrais conclure avec un mot sur la dette publique.

#Donald Trump

Très bien.

#Richard Wolff

Le gouvernement des États-Unis doit aujourd'hui environ trente et un mille milliards de dollars de dette publique, détenue par le public, c'est-à-dire à la fois par des Américains et par des étrangers. Bon, il y a deux choses importantes à retenir ici. Premièrement, cela fait de nous le pays le plus endetté du monde. Et j'ai une nouvelle pour vous : quand vous êtes le pays le plus endetté, et que votre dette vient de dépasser votre PIB — ce qui s'est produit il y a environ deux semaines, à la fin du mois de mars, si je ne me trompe pas — eh bien, à la fin mars, notre dette avait tellement augmenté qu'elle dépassait, pour la première fois, la valeur totale de notre production en temps de paix. Voilà. Quand on est endetté à ce point-là, on se retrouve, pour la première fois, face à un problème qu'on n'avait jamais eu auparavant. Quand vous allez voir vos prêteurs — vous savez, ceux qui vous prêtent depuis des années — et que vous leur dites : bon, j'ai encore besoin d'un gros prêt...

Je veux contracter un autre gros emprunt. Ils vont te regarder, et pour la première fois, ils vont te sourire tristement et te dire : désolés, mais tu es tellement endetté. Nous avons peur que, très bientôt, tu te retrouves dans une situation où ton peuple, ceux qui t'élisent, vont dire : nous, on ne va plus continuer à payer des impôts quand une part aussi énorme de l'argent qu'on donne à l'État ne produit rien pour nous. Tu le verses simplement aux riches qui t'ont prêté, et toi, tu ne rembourses pas. Alors, on ne va plus te prêter. Ou bien, on te prêtera, mais il faudra nous donner un taux d'intérêt beaucoup plus élevé, pour compenser le risque qu'on prend en prêtant à quelqu'un comme toi. Est-ce qu'on en est là ? Oui.

Ces dernières années, encore une fois, c'est très symbolique, il y a trois entreprises dans le monde qui évaluent la solvabilité de ceux qui empruntent. Trois grandes entreprises américaines : Standard

& Poor's, Moody's et Fitch. Voilà les trois noms. Et toutes les trois ont abaissé la note de crédit des États-Unis, passant de triple A à double A. Est-ce qu'il y a encore des pays notés triple A ? Oui. Mais nous, on n'en fait plus partie. Pourquoi ? Parce que c'est devenu trop risqué. Et quand je parle de risque, soyons clairs : je parle de la montée d'une classe ouvrière américaine qui dit, nous paierons des impôts, oui, et nous les verserons à l'État, mais cet État doit utiliser notre argent pour garantir la nourriture, les vêtements, le logement, des routes correctes, des écoles convenables, et des soins de santé décentes — tout ce dont nous avons besoin, en tant que société.

Nous n'allons pas envoyer cet argent à l'étranger, ni aux plus riches, qui, clairement, n'en ont pas besoin. Non, nous ne le ferons pas. Et à ce moment-là, tous les créanciers des États-Unis comprendront : mon Dieu, nous ne reverrons jamais cet argent. L'idée même que cela puisse arriver... et d'ailleurs, est-ce que ça s'est déjà produit ? Oui. Beaucoup de pays l'ont fait. Ce n'est pas une idée farfelue. C'est nouveau pour les États-Unis, certes, mais ce niveau d'endettement en temps de paix l'est aussi. Et la situation ne fait qu'empirer. M. Trump a déclaré qu'il voulait augmenter les dépenses de défense l'an prochain à mille cinq cents milliards de dollars. Cette année, elles sont d'environ neuf cents milliards. C'est une hausse des deux tiers en un an. Et il n'y a aucune augmentation des recettes pour financer cela. Alors, que compte-t-il faire ? Emprunter. Pourra-t-il le faire ? Et pour la première fois depuis de nombreuses années, je dois répondre, comme à Wall Street : nous n'en sommes pas sûrs.

#Danny

Professeur Wolff, c'était une excellente analyse, un très bon aperçu des conséquences économiques de ce qui se passe sur le plan géopolitique. Alors, je veux juste rappeler à tout le monde de cliquer sur le bouton "J'aime" avant qu'on termine, parce que ça aide l'émission à rester visible une fois qu'on aura fini. Et bien sûr, la chaîne YouTube *Democracy at Work* est indiquée dans la description de la vidéo. Donc n'hésitez pas à aller y jeter un œil, à suivre vos actualités, à soutenir la chaîne et à vous abonner. Avant de conclure, est-ce que vous voulez ajouter quelque chose ?

#Richard Wolff

Non, je veux juste que les gens prennent ça à cœur. Réfléchissez à ce que ça pourrait signifier si l'idée d'un empire américain en déclin, entraînant avec lui l'économie dont il est issu, correspond à la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Et pour ceux que ça intéresse, c'est democracyatwork.info — c'est le moyen le plus simple de nous trouver, à la fois sur YouTube et aussi sur democracyatwork.substack.

#Danny

Je mettrai le site principal dans la description de la vidéo juste après l'émission. Avant de partir, pensez à mettre un petit « j'aime ». Tous les liens pour soutenir l'émission sont dans la description. Je serai de retour demain à midi, heure de la côte Est. Je vous tiendrai au courant. Sur ce, on se

quitte pour aujourd'hui. Merci à toutes celles et ceux qui ont envoyé des Super Chats, des Super Stickers, et à tous ceux qui ont regardé. À la prochaine, salut à tous !